



PRINCIPES POUR DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ALIGNÉES AVEC L'ACCORD DE PARIS

Impact climatique, énergies fossiles et déforestation

Les institutions financières (IF)¹ qui s'engagent à « s'aligner avec l'Accord de Paris » doivent également s'aligner sur l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C² tout en respectant tous les droits humains et les droits des peuples indigènes³. Tout objectif « net zéro » ou tout autre engagement climatique des IF doit également s'aligner sur cet objectif. La transformation de ces engagements en plans d'action qui répondent à la pleine ambition de l'Accord de Paris doit être guidée par ces faits :

- **Les émissions mondiales de dioxyde de carbone doivent être réduites de plus de la moitié, par rapport au niveau de 2010, d'ici 2030, puis ramenées à zéro d'ici 2050**, pour avoir ne serait-ce que 50 % de chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, selon la « Trajectoire 1 » du « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C » (RS 1.5, 2018)⁴. La Trajectoire 1 présente un faible niveau de dépassement⁵ et le plus faible niveau de dépendance à l'égard de la capture de CO₂⁶.
- **Les émissions potentielles du charbon, du pétrole et du gaz déjà en production nous pousseraient bien au-delà de 1,5 °C, et probablement même de 2 °C**. Toute développement de l'exploration ou de l'extraction des combustibles fossiles, ou toute expansion des infrastructures entraînant une extraction continue et accrue, est incompatible avec l'Accord de Paris⁷. Limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C exige que l'on commence dès maintenant à éliminer rapidement et de manière contrôlée la production et l'utilisation des combustibles fossiles existants.
- **La protection et la restauration des forêts, des prairies, des marécages, des mers et des autres écosystèmes naturels sont essentielles pour atténuer les effets du changement climatique**. La réduction de la déforestation et de la dégradation des écosystèmes naturels protège les puits de carbone essentiels. Toute expansion industrielle de l'exploitation forestière, de l'agriculture ou de la production de marchandises entraînant directement ou indirectement la dégradation des forêts, la déforestation, la mise en place de nouvelles infrastructures dans les zones forestières intactes, ou la violation des droits des peuples indigènes est incompatible avec l'Accord de Paris⁸. Il est aussi vital de cesser le financement des activités agro-industrielles à forte émissions.
- **L'alignement avec l'Accord de Paris est une nécessité pour la justice climatique et les droits humains**. Limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C est une question de justice et de protection des droits humains⁹. Cet alignement est nécessaire pour respecter les droits des communautés en première ligne face à la crise climatique, à l'extraction des combustibles fossiles et des infrastructures, et à la déforestation¹⁰. Ces droits doivent également être respectés lorsque l'on prend des mesures pour lutter contre le changement climatique et une transition juste doit être assurée pour les travailleurs et les communautés qui dépendent actuellement des activités économiques qui doivent s'éteindre rapidement.

Il s'ensuit que pour s'aligner sur l'Accord de Paris ou une trajectoire 1,5 °C, **les IF doivent ramener l'impact climatique global de leurs activités au minimum à la trajectoire 1 du RS 1.5**¹¹. Les mesures suivantes sont nécessaires pour qu'une IF puisse atteindre cet objectif.

1.

L'IF doit s'engager à ce que les projets et les entreprises qu'elle soutient s'alignent sur 1,5 °C, d'ici la COP26¹² :

- A.** L'IF doit immédiatement exclure le financement¹³ de tout projet qui implique la prospection de nouvelles réserves de combustibles fossiles, qui étend l'extraction de combustibles fossiles, ou qui construit des infrastructures qui incitent à une nouvelle extraction ou qui prolongent la durée de vie des projets d'extraction ou de consommation existants. L'IF doit élaborer et mettre en œuvre des plans qui garantissent que tout projet fossile existant bénéficiant d'un soutien prévoit de mettre fin à ses activités selon un calendrier aligné au minimum sur la trajectoire 1 de la RS 1.5.
- B.** L'IF doit rapidement enclencher la fin progressive de tout financement pour les entreprises de charbon (comme défini par la Global Coal Exit List)¹⁴. L'IF doit s'engager à réduire d'année en année son financement pour toutes les entreprises du charbon afin que son exposition et ses financements à ces entreprises soient réduits à zéro au plus tard en 2030 dans l'OCDE¹⁵, et en 2040 dans le reste du monde¹⁶.
- C.** L'IF doit immédiatement cesser de financer toute entreprise qui développe l'extraction d'énergies fossiles, qui construit des infrastructures ou qui explore de nouvelles réserves. L'IF doit exiger de tous ses clients du secteur qu'ils publient, au plus tard d'ici la COP26, des plans de réduction progressive de leurs activités dans le domaine, selon un calendrier aligné au minimum sur la trajectoire 1 de la RS 1.5. L'IF doit stopper le financement des entreprises qui refusent de publier ou de se conformer aux plans de transition vers la fin des combustibles fossiles.
- D.** L'IF doit interdire le financement de tout projet impliquant la dégradation ou la perte de forêts naturelles ou d'autres écosystèmes naturels, avec une attention particulière sur les tourbières, ou le financement de toute entreprise qui n'applique pas une politique de « No Deforestation, No Peatland, No Exploitation (NDPE) » au niveau de son groupe.
- E.** L'IF doit rendre explicites ses exigences vis-à-vis de ses clients de l'industrie fossile ou dont les projets risquent d'accélérer la déforestation, les dates butoirs pour la mise en œuvre de ces exigences, et les conséquences d'un refus de mise en œuvre. L'IF doit être transparente sur le fondement de toute affirmation selon laquelle le soutien continu à ces clients accélère la transition du client vers l'alignement climatique. Les entreprises qui développent la production et l'utilisation de combustibles fossiles ou la dégradation des écosystèmes, ou qui violent les droits humains ou des peuples autochtones ne peuvent pas être considérées comme étant en transition vers l'alignement climatique.

2.

L'IF doit, d'ici la COP26, avoir mis en place un processus pour mesurer et communiquer son impact sur le climat, doit prendre des engagements pour éliminer progressivement les émissions financées en s'alignant sur 1,5 °C et être engagée dans un processus spécifique pour établir des objectifs basés sur la science.

- A.** L'IF doit s'engager à réduire son impact climatique à zéro d'ici 2050 au plus tard, avec un engagement provisoire de réduire de moitié son impact d'ici 2030. L'impact climatique d'une IF doit diminuer fortement d'année en année à partir de 2021¹⁷. Le financement des activités émettrices dans les pays de l'OCDE (avec une plus grande capacité et responsabilité de transition) doit prendre fin plus rapidement que pour l'ensemble du monde.
- B.** L'IF doit mesurer et communiquer son empreinte carbone globale. Les méthodologies de mesure et de communication de l'empreinte carbone doivent être transparentes et vérifiables et englober toutes les émissions directes et indirectes causées par ses services de prêt, de souscription, d'investissement, d'assurance et autres. Ces méthodologies doivent inclure les activités qui ont un impact sur les émissions liées à l'utilisation des terres, en particulier la dégradation et la conversion des forêts et des tourbières.
- C.** Les émissions provenant des combustibles fossiles et de la déforestation devront être réduites à zéro d'ici 2050. L'IF et ses clients ne peuvent pas réaliser l'alignement avec Paris par une comptabilité « zéro net » basée sur des schémas discrédités tels que les compensations carbone, la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS), les plantations d'arbres, ou d'autres « émissions négatives » non testées ou technologies de géo-ingénierie ayant le potentiel de causer des dommages sociaux et environnementaux à grande échelle. De même, les tactiques comptables telles que l'utilisation de mesures de l'intensité en carbone basées sur les émissions par rapport aux revenus ou le fait de compter le financement accru des énergies renouvelables comme un financement compensatoire des combustibles fossiles sont inacceptables.
- D.** L'IF doit mettre en place un processus de suivi transparent, par un tiers indépendant, de ses progrès vers le respect de ses engagements et procéder à un reporting annuel des résultats.



SOUTIENS

L'élaboration de ces principes a été coordonnée par **Rainforest Action Network**, en collaboration avec ces organisations de soutien:

350.org

Amazon Watch, US

Asian Peoples Movement on Debt and Development (APMDD)

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (AIDA)

Bangladesh Krishok Federation

BankTrack, Pays-Bas

Catholic Network US

Catholic Youth Network for Sustainability in Africa

CEE Bankwatch Network, Europe

Center for Energy, Ecology, and Development (CEED), Philippines

Center for International Environmental Law, US

Centre for Financial Accountability, Inde

Climate Action Network Canada - Réseau action climat Canada

Climate Hawks Vote, US

Coastal Livelihood and Environmental Action Network, Bangladesh

Digo Bikas Institute, Népal

EnviroNics Trust, Inde

Environmental Defence, Canada

EquityBD, Bangladesh

Friends of the Earth France

Friends of the Earth Japan

Friends of the Earth US

Focus on the Global South, Thaïlande

Freedom from Debt Coalition, Philippines

Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN), Argentine

Greenpeace

Indian Social Action Forum

Indigenous Environmental Network, US/Canada

Kiko Network, Japon

Majority Action, US

Majority Action, US

Manthan Adhyayan Kendra, Inde

Market Forces, Australie

Migrant Forum Asia

Monitoring Sustainability of Globalization (MSN), Malaisie

Nadi Ghati Morcha, Inde

Oil Change International, US

Oriang Women's Movement, Philippines

Pakistan Fisherfolk Forum

People and Planet, UK

Philippine Movement for Climate Justice

Positive Money, UK

Private Equity Stakeholder Project, US

Profundo, Pays-Bas

Rainforest Action Network, US

Reclaim Finance, France

Re:Common, Italie

Recourse, UK

Riverbasin Friends, Inde

Sanlakas, Philippines

Sierra Club, US

Solutions for Our Climate, Corée

Stand.earth, US/Canada

Stop the Money Pipeline, US

Tax and Fiscal Justice, Népal

The Sunrise Project, Australie

Urgewald, Allemagne

WALHI Friends of the Earth, Indonésie

Womenhealth Philippines

Women's Earth and Climate Action Network (WECAN)

NOTES DE FIN

1. Ces principes s'appliquent aux institutions privées et publiques. Les financiers publics doivent adopter des délais plus ambitieux que ceux du secteur privé. Par exemple, la Banque européenne d'investissement s'est engagée à mettre fin à tout financement de l'énergie fossile d'ici la fin 2021.
2. L'un des trois objectifs principaux de l'Accord de Paris (outre la limitation de l'augmentation de la température et l'adaptation croissante) est de «Rendre les flux financiers compatibles avec un cheminement vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et à l'épreuve du climat». Art. 2,1 (c).
3. «Les droits des peuples autochtones à l'autonomie et à l'auto-administration en tant que manifestation du droit à l'auto-détermination» IWGIA, 2019. Voir aussi «Consentement préalable libre et éclairé — Un droit des peuples autochtones et une bonne pratique pour les communautés locales» UN DESA, 2016.
4. Pour les trajectoires à suivre, voir le Résumé à l'intention des décideurs du RS1.5, p.14. La réduction réelle de CO2 modélisée dans le P1 est de 58 % de 2010 à 2050. Les trajectoires 1 à 3 nécessitent également des réductions ou des limitations des émissions de facteurs climatiques autres que le CO2, tels que le CH4, le N2O et le carbone noir.
5. Le dépassement signifie que l'on dépasse temporairement 1,5 °C.
6. La trajectoire 1 suppose une certaine absorption de carbone par le boisement, mais présente le plus faible niveau d'absorption de CO2 parmi les quatre trajectoires d'illustration citées dans le Résumé à l'intention des décideurs du RS1.5, p.14. Les trajectoires 2 à 4 dépendent de l'utilisation à grande échelle de technologies et d'approches à «émissions négatives», problématiques sur le plan social et écologique, et non éprouvées sur le plan technique et économique, telles que la combustion de combustibles fossiles et la bioénergie, avec captage et stockage du carbone.
7. Kelly Trout, «The Sky's Limit and the IPCC Report on 1.5 Degrees of Warming», Oil Change International, 17 October 2018; Dan Tong et al. «Committed emissions from existing energy infrastructure jeopardize 1.5 °C climate target» Nature, 1er juillet 2019.
8. L'AP note «l'importance d'assurer l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre Mère».
9. Voir, par exemple, «L'absence d'action rapide sur le changement climatique risque d'entraîner une violation massive des droits de l'homme», Amnesty International, 8 octobre 2018.
10. L'AP note «l'importance pour certains du concept de "justice climatique", lorsqu'il s'agit de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique» et déclare que «les parties devraient, lorsqu'elles prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique, respecter, promouvoir et prendre en compte leurs obligations respectives en matière de droits de l'homme, de droit à la santé, de droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation de vulnérabilité et de droit au développement, ainsi que d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et d'équité intergénérationnelle».
11. Il convient de noter que les scénarios élaborés par l'AIE ne peuvent pas être utilisés comme test pour l'alignement de 1,5 °C. Malgré une pression croissante, l'AIE n'a pas encore développé un scénario énergétique compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C. Voir les lettres communes envoyées à l'AIE demandant un scénario de 1,5 °C par les dirigeants des communautés du climat, des affaires, des scientifiques et des investisseurs : <https://mission2020.global/letter-to-iaa>.
12. Prévue à Glasgow, en Écosse, en novembre 2021.
13. Les termes «finance» et «financement» dans ces principes font référence aux prêts, à la souscription, aux investissements, aux assurances, aux mandats de conseil et autres services financiers, y compris le financement indirect par le biais d'intermédiaires.
14. <https://coalexit.org/>
15. Allemagne, Autriche, Australie, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie (à la date du 27/08/20).
16. La grande banque italienne UniCredit a annoncé en août 2020 qu'elle s'engageait à «éliminer totalement le financement du secteur du charbon sur tous les marchés d'ici 2028». Il s'agit actuellement de l'engagement le plus fort parmi les grandes banques dans le secteur du charbon.
17. Le rapport du PNUE 2019 sur l'écart des émissions indique que les émissions mondiales doivent diminuer de 7,6 % par an entre 2020 et 2030 pour rester sur la bonne voie et atteindre l'objectif de 1,5 °C.
18. Voir, par exemple, «Fuel to the Fire: How Geoengineering Threatens to Entrench Fossil Fuels and Accelerate the Climate Crisis» Center for International Environmental Law, 2019.